

Soutenance de la thèse de Pauline Ibgui portant sur Efficacité de l'environnement institutionnel de l'installation agricole : une approche quantitative, qualitative et multi-échelles en économie néo-institutionnelle, le vendredi 3 avril 2026 à 14h dans l'amphithéâtre de l'IADT à Clermont-Ferrand.

Retransmission en visioconférence via [Teams](#)

Ce travail a été mené sous la direction et l'encadrement de Dominique Vollet (chercheur associé à l'UMR Territoires, INRAE & directeur délégué et directeur de la recherche à l'Institut Agro Rennes Angers) et de Christine Léger-Bosch (chercheuse à l'UMR Territoires, INRAE). La thèse, financée par Clermont Auvergne Métropole, l'INRAE et le projet TRAACT, s'est déroulée au sein de l'UMR Territoires à Clermont-Ferrand.

Après la délibération du jury se tiendra à l'IADT un pot auquel vous êtes chaleureusement conviés ! Afin d'avoir une idée du nombre de personnes présentes au pot, merci d'indiquer votre participation sur [ce sondage](#)

Résumé de la thèse

Le renouvellement des générations agricoles constitue une préoccupation majeure des pouvoirs publics européens et français, en raison de ses liens avec les transitions agricoles, la souveraineté alimentaire et le dynamisme des territoires ruraux. Ce renouvellement est aujourd'hui insuffisant, les départs d'agriculteurs excédant les installations. Cette situation s'explique à la fois par le déclin des reprises familiales et par l'existence de nombreux freins à l'installation. Parmi ceux-ci, les difficultés d'accès aux ressources nécessaires à l'installation — foncier, capital, et compétences professionnelles — occupent une place centrale. L'accès à ces ressources étant encadré par des politiques publiques, leur analyse et leur évaluation s'imposent pour en apprécier l'influence sur les dynamiques d'installations. En France, ces politiques se caractérisent par une territorialisation croissante. Mobilisant un cadre théorique en économie néo-institutionnelle, cette thèse analyse donc l'efficacité des environnements institutionnels locaux de l'installation-transmission. Dans un premier temps, elle vise à caractériser les modalités des environnements institutionnels associées à des volumes élevés d'installations. Des modèles économétriques sont élaborés afin d'examiner l'effet de variables institutionnelles, relatives à la politique de l'installation aidée et à la régulation du foncier agricole, sur les dynamiques d'entrées et de sorties de l'agriculture. Celles-ci sont analysées à l'échelle des petites régions agricoles sur l'ensemble du territoire hexagonal, en tenant compte d'autres déterminants territoriaux, agricoles et socio-économiques. Dans un deuxième temps, la thèse propose une analyse qualitative approfondie d'environnements institutionnels locaux dans quatre départements répartis au sein de trois régions. Cette analyse repose sur des entretiens auprès d'acteurs de l'accompagnement à l'installation-transmission et sur des textes réglementaires, afin d'évaluer la capacité comparative de ces environnements institutionnels à répondre aux besoins des porteurs de projet et à réduire, a priori, les coûts de transaction privés. La thèse explore enfin les trajectoires d'installation de différents profils de porteurs de projet évoluant dans ces

environnements institutionnels et estime, de différentes manières, à partir d'entretiens auprès d'agriculteurs récemment installés, les coûts de transaction qu'ils ont supportés.

Jury :

- Marielle BERRIET-SOLLIEC, Professeure à l'Institut Agro Dijon, rapporteure
- Geneviève NGUYEN, Professeure à l'INP-ENSAT, rapporteure
- Philippe JEANNEAUX, Professeur à VetAgroSup, examinateur
- Adrien BAYSSE-LAINE, Chargé de recherche au CNRS, examinateur
- Mickaël HUGONNET, Chef du bureau de l'évaluation et de l'analyse économique du CEP, Ministère en charge de l'Agriculture, membre invité